



Les enquêteurs internationaux rendent leurs conclusions sur le crash du MH17. Pourquoi laissent-ils tant de questions en suspens?

Par [Celia Schmidt](#)

Mondialisation.ca, 22 décembre 2018

Le mandat du groupe d'enquête conjoint (JIT), chargé d'étudier les circonstances du crash du Boeing MH17 à l'Est de l'Ukraine le 17 juillet 2014, touche à sa fin. Au début de l'année prochaine, les enquêteurs devront dévoiler les résultats de ses travaux. Mais plus l'enquête avance, plus de questions envers le JIT se posent et plus de doutes concernant leur capacité de désigner les vrais responsables de la mort de 298 passagers s'élèvent.

Le rapport incomplet

Lors d'[une conférence de presse en mai 2018](#), les enquêteurs internationaux ont présenté des preuves permettant selon eux d'accuser l'armée russe du crash du vol MH17. Dès le début, cette version était la seule que le JIT avait développée. Est-ce que les enquêteurs ne devraient-ils pas creuser toutes les pistes ?

Certes, une campagne massive d'information menée par Moscou freine l'enquête. Mais les membres du JIT, eux-mêmes, donnent des armes à Poutine en ignorant les informations fournies officiellement par Moscou. Ainsi, le rapport du concepteur du missile Bouk, a été rejeté comme étant en porte-à-faux avec la ligne du JIT. Fred Westerbeke, enquêteur en chef, a littéralement déclaré : « leurs conclusions sont contraires aux nôtres. Nous ne les partageons pas... Je ne veut pas savoir si elles sont correctes ou pas » .

En septembre 2018, le ministère de la Défense russe a tenu, à son tour, [une conférence de presse sur la destruction du vol MH17](#). Se basant sur des documents jusqu'alors « secret défense », l'armée russe a assuré que le missile « a été assemblé le 24 décembre 1986 et délivré par train » à l'ouest de l'Ukraine. « Après la chute de l'Union soviétique, le missile n'a pas été rapatrié sur le territoire russe et a été incorporé à l'armée ukrainienne ». Moscou affirme d'avoir remis ces documents à la justice. Le JIT n'a donné jusqu'à présent aucun commentaire aux informations reçues. Comme si la conférence de presse russe n'avait jamais eu lieu.

« Le travail du JIT est très politisé »

Les experts indépendants dénoncent les méthodes du JIT et étudient d'autres théories plausibles. Ainsi, Max van der Werff, un blogger néerlandais qui est allé deux fois sur le site du crash du MH17, n'exclut pas plusieurs versions possibles de ce qui s'est passé. Selon lui, l'armée ukrainienne aurait pu tirer le missile par erreur, comme c'était [le cas en 2001](#), où elle avait abattu au-dessus de la mer Noire le vol 1812 Siberia Airlines transportant 76

passagers.

[D'après Christian Roger](#), ancien leader de la Patrouille de France, une autre hypothèse n'est pas à écarter : prise de contrôle de l'unité de véhicules Bouk russe par des militaires ukrainiens connaissant cette technologie, dont ils disposaient.

Le travail du JIT est très politisé, [souligne Max van der Werff](#), car la plupart des pays membres du groupe, notamment les Pays-Bas et l'Australie, historiquement hostile à la Russie, cherche tout prétexte pour la critiquer. La Malaisie, pourtant, qui n'est pas si biaisée envers Moscou, n'a pas trouvé les dernières conclusions du JIT convaincantes. Pour [le ministre malaisien des Transports, Anthony Loke](#), les preuves recueillies par les enquêteurs internationaux ne confirment pas l'implication de la Russie dans le crash du vol MH17. La Belgique s'est aussi abstenue de commentaires définitifs. Le rapport du JIT s'appuie principalement sur des photos et des vidéos publiées dans les réseaux sociaux dont l'authenticité personne ne peut valider, évoque l'expert néerlandais. Donc, le JIT ne possède aucun document qu'il peut déposer devant les juges.

Outre cela, Max van der Werff pointe du doigt de nombreux témoignages qui s'opposent à la ligne officielle du JIT d'un côté et expliquent pourquoi il ne faut pas écarter différentes versions des faits de l'autre. Les enquêteurs néerlandais n'ont pas pourtant dévoilé les données que Kiev aurait dû fournir au JIT. Depuis la catastrophe, l'Ukraine, par ailleurs, n'a pas tenu de conférence de presse et n'a publié aucun rapport. Les officiels ukrainiens n'ont qu'à n'émettre différentes théories.

Les détails cachés par l'Ukraine

D'abord, Valentine Nalivaïchenko, le chef du Service de sécurité d'Ukraine (SBU) à l'époque, a déclaré que les séparatistes pro-russes avaient voulu abattre un avion russe visant à créer un casus belli pour que Moscou soit intervenu en Ukraine. Le SBU a ensuite effacé ses propos du site, mais ils sont accessibles via l'archive. Après, SBU a soumis et tout de suite rejeté l'hypothèse selon laquelle le Bouk ayant abattu MH17 avait été pris par les rebelles de l'armée ukrainienne.

À ce stade, une question se pose : pourquoi les autorités ukrainiennes ayant tous les outils pour mener une enquête détaillée et non biaisée n'ont-elles pas présenté de conclusions solides ? Les dernières publications du JIT ne contiennent aucune information concernant les positions des Bouks ukrainiens le jour de l'accident ou des enregistrements des aiguilleurs du ciel. Si les militaires ukrainiens sont innocents, comme Kiev l'affirme, pourquoi l'Ukraine et le JIT ne dévoilent-ils pas ces données ?

En outre, les experts ont mis en question les affirmations de Kiev sur l'absence de vol de l'aviation militaire le 17 juillet 2014. Les autorités ukrainiennes ont assuré que les forces aériennes du pays n'avaient pas effectué de vol. Pourtant Max van der Werff a réussi à récupérer des témoignages des gens qui avait vu des avions de combat voler le jour de la tragédie, pourtant, à une si basse altitude qu'ils n'ont pas pu shooter le MH17. Mais pourquoi alors le cacher ?

Voici une autre question ambiguë que les Pays-Bas et plusieurs officiels européens préfèrent éviter : pourquoi le pays n'avait pas fermé son espace aérien au-dessus de la zone de conflit ? Certes, il avait dû le faire compte tenu que peu avant le crash du MH17 les séparatistes avaient abattu des avions de combat ukrainiens. Or, le danger pour le trafic

aérien était bien évident. Mais Kiev n'aurait pas voulu perdre de profit qu'il tire de la circulation aérienne internationale, ce qui compte au moins deux cents millions d'euros par an. Quoi qu'il en soit, l'espace aérien de l'Ukraine sans restriction s'est avérée une des erreurs fatales ayant mené à la mort des 298 passagers du vol MH17. Amsterdam a même demandé les familles des victimes de ne pas porter plainte contre Kiev, car cela aurait pu torpiller la coopération avec l'Ukraine dans le cadre du JIT, indique le journaliste néerlandais Peter Klein.

Pour désigner les vrais causes du catastrophe et rendre un jugement, il est indispensable de collecter et analyser soigneusement toutes les données fournies par les deux parties. Ainsi, l'enquête est encore loin de son terme. Le mandat du JIT qui devait terminer le 1e janvier 2019 serait prolongé au moins d'un an.

Celia Schmidt

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Celia Schmidt](#), Mondialisation.ca, 2018

Articles Par : [Celia Schmidt](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca